



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **LA XÉNOPHOBIE EN CÔTE D'IVOIRE : A QUEL DISCOURS SE FIER ?**

Le **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** se réjouit de la création d'un Comité Inter institutionnel chargé "d'anticiper sur les éventuelles frictions et autres formes de conflits pouvant survenir au plan national entre les populations des citoyens de la communauté ouest africaine et les populations autochtones".

Cependant, cette intention déclarée est totalement parasitée par le discours radicalement xénophobe de Madame Simone GBAGBO, Présidente du groupe parlementaire FPI (parti du Président de la République) qui constitue une véritable incitation à la xénophobie et à la haine raciale et qui peut être interprété comme un appel à la mise en œuvre de " l'ivoirité " dont on connaît les sinistres effets.

En effet, le 12 juin 2004 à Yamoussoukro, Madame Simone Ehivert GBAGBO faisait état de " l'intolérable prééminence étrangère dans le tissu économique, industriel et commercial du pays".

Cette déclaration est totalement en porte à faux avec celle de Théodore Mel EG Ministre ivoirien de l'Intégration Africaine à l'occasion de la présentation du Comité Inter-institutionnel dont le rôle est de faciliter l'intégration économique et sociale des étrangers en Côte d'Ivoire.

Des ressortissants burkinabés, maliens et sénégalais au nombre de 1400 ont été récemment refoulés à N'Gatadolikro et sont dans des conditions de grandes détresses matérielles et morales.

Sans compter la chasse aux blancs par les jeunes patriotes et en l'occurrence les français ce qui a amené l'ambassadeur de la France a demandé la fermeture des établissements scolaires à Abidjan.

Aujourd'hui on attend la vérité surtout sur l'assassinat du journaliste franco-canadien Guy- André KIEFFER et des assassinats de la marche du 25 et 26 mars dernier.

Au regard de cette situation la RADDHO :

- Condamne vivement le racisme et la xénophobie qui sont le fait de hautes autorités politiques de la Côte d'Ivoire et de leurs affidés et les invite à combattre sincèrement et vigoureusement les manifestations, les propos et les actes racistes et xénophobes ;
- Interpelle la justice ivoirienne( si elle existe encore) à poursuivre et à punir les coupables conformément aux dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (art 7), de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des

Villa N°4024 Amitié II – Allées Seydou Nourou TALL – BP : 15246 Dakar \_ Fann SENEGAL  
Téléphone : (221) 865 00 30 – Fax : (221) 824 60 52

E-Mail : [raddho@telecomplus.sn](mailto:raddho@telecomplus.sn) – [obsdh@sentoo.sn](mailto:obsdh@sentoo.sn) - Site web : [www.raddho.africa-web.org](http://www.raddho.africa-web.org)

Peuples(art 2), de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (articles 2 (2) et 9) et de la Déclaration et du programme d'action de la Conférence mondiale de Durban contre le racisme de 2001;

- En appelle à l'Union Africaine et à la CEDEAO pour la mise sur pied de mécanismes de prévention et de protection rapides et efficaces contre le fléau du racisme et de la xénophobie en Cote d'Ivoire, et dans certains pays africains.

La **RADDHO** est convaincue que si la communauté internationale ne réagit pas rapidement et avec fermeté contre l'impunité de ces violations graves et répétées des droits humains en Côte d'Ivoire, il faut doré et déjà tirer un trait sur la prochaine élection présidentielle.

**Fait à Dakar le 18 juin 2004**  
**Le Secrétariat Général**